



**Mon enfant est élevé à domicile**

Je soussigné(e) M/Mme \_\_\_\_\_  
atteste avoir élevé à mon domicile du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_  
mon enfant \_\_\_\_\_  
né(e) le \_\_\_\_\_.

**Mon enfant est placé dans un institut**

Je soussigné(e) M/Mme \_\_\_\_\_  
atteste avoir élevé à mon domicile mon enfant \_\_\_\_\_  
né(e) le \_\_\_\_\_, durant les périodes de retour au foyer\*.

**\* Joindre le détail de toutes les périodes de retour au foyer avec les dates limitatives.**

J'atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements portés sur cette déclaration et documents joints et je m'engage à signaler immédiatement à la CNIEG tout changement intervenant dans ma situation.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Signature

Une vérification de l'exactitude de vos déclarations et de l'authenticité des documents produits peut être effectuée dans le cadre de l'exercice du droit de communication prévu par les articles L. 114-19 à L. 114-22 du code de la sécurité sociale.  
La loi rend passible d'amende et/ou d'emprisonnement quiconque se rend coupable de fraudes ou de fausses déclarations dans le but d'obtenir ou de tenter d'obtenir des prestations indues (articles 313-1 et suivants, 441-1 et suivants, 441-6 et suivants du code pénal).  
De plus, l'inexactitude, le caractère incomplet des déclarations faites ou l'omission de déclarer un changement de situation susceptible d'impacter vos droits peut faire l'objet d'une pénalité financière prononcée par le Directeur de la CNIEG (article L. 114-17 du code de sécurité sociale).  
Les informations recueillies par la CNIEG sont traitées dans le cadre exclusif de sa mission de service public définie par la loi n° 2004-803 du 9 août 2004.  
Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi qu'au Règlement Général sur la Protection des Données, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et, dans certains cas prévus par la loi, d'opposition vis-à-vis des données vous concernant. Vous pouvez exercer ces droits en vous adressant au Délégué à la protection des données de la CNIEG.  
Pour plus d'informations sur vos droits, vous pouvez consulter les conditions générales d'utilisation du site [www.cnieg.fr](http://www.cnieg.fr).